Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 579

Rubrik: Annexe

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

FEMMES

Cinq jours pour dix ans

A la fin de la semaine dernière, dans les rédactions et les associations, on a tenu à marquer le dixième anniversaire de la votation historique du 7 février 1971, par laquelle deux citoyens suisses contre un reconnaissaient aux femmes le droit de vote et d'éligibilité sur le plan fédéral.

A cette occasion, on a pu lire et entendre beaucoup de choses sérieuses sur la décennie écoulée et les progrès qui restent à faire, et pas mal d'hommages émus — et émouvants — à celles et ceux qui ont bagarré depuis Marie Goegg, fondatrice du premier mouvement féministe de Suisse, à Genève, en 1868... Heureusement, les solennités de circonstances n'ont pas éliminé tout humour, et la Fête des Femmes de Genève s'est même déroulée dans une ambiance d'improvisation et de vraie gaieté particulièrement tonique.

Mercredi 4. Ça commence mal. Les journaux annoncent la nomination d'«une femme, secrétaire du Conseil des Etats». Un homme aurait été désigné par ses nom et prénom; une femme est une femme, qualité assez extraordinaire pour faire disparaître l'identité derrière le sexe.

NB. Annemarie Huber-Hotz est radicale comme son prédécesseur Jean-Marc Sauvant; un progrès tout de même: il suffit désormais d'être du bon parti au bon moment, plus besoin d'être du sexe mâle.

Jeudi 5. Tout comme «La femme d'aujourd'hui», le «Nouvel Illustré» y va de sa photo de groupe des conseillères nationales, sagement alignées sur trois rangs, aux aurores d'un jour de la session de décembre dernier. Elles ne semblent guère enchantées de la mise en scène, sauf les deux absentes de ce jour-là, dont les têtes sont habilement découpées et montées, — un trucage qui vaut à Gertrude Girard-Montet et à Lilian Uchtenhagen une allure particulièrement dynamique. Malgré tout, une drôle d'idée que ces photos de groupe, auxquelles les textes de Lys Widmer-Zaugg ni même ceux de Laurent Rebeaud n'arrivent à donner la moindre signifiance politique.

Vendredi 6. A la TV romande, Anne-Catherine Menetrey fait vinaigre. Avec un réalisme plutôt amer, elle constate que la décennie écoulée a vu le rejet d'initiatives importantes: les citoyennes n'ont sauvé ni la participation, ni les 40 heures, ni la protection des locataires, ni même la solution du délai. De quoi vous faire sortir de la politique active pour vous projeter dans le militantisme hors partis. Et comment célébrer l'obtention de la carte de vote quand les chances demeurent inégales dans la vie politique (éligibilité) et professionnelle?

Samedi 7. En la salle des communes du Château d'Aigle, l'Association vaudoise pour les droits de la femme célèbre les dix ans de suffrage. Avec moult excellents gâteaux et discours; dont une brillante rétrospective signée Simone Chapuis, qui rappelle notamment que lors de la première exposition féminine nationale SAFFA, tenue à Berne en 1928, les femmes baladèrent devant le Palais fédéral un char portant un immense escargot, pour symboliser le rythme d'avancement de la cause féminine. Idée à reprendre pour le 40e anniversaire (en 1985) de l'inscription de l'assurance-maternité dans la Constitution fédérale?

Dimanche 8. A la TV romande, toujours, «Table ouverte»: «Les femmes, dix ans après», avec quatre d'entre elles, de partis bien sûr différents. Toutes quatre bien à leur aise. Leurs entretiens qui se voulaient tranquilles — solidarité féminine oblige — se trouvent dominés par l'affrontement entre la «militante libérale» Suzanne Sandoz, toutes pointes et résistances juridiques dehors, et Gabrielle Nanchen, défenderesse tranquille, efficace, précise, d'une véritable vision de la société en général, et de la condition féminine en particulier. Démonstration parfaite de la parfaite cohérence entre socialisme et féminisme. CQFD.

ANNEXE

Ce n'est qu'un début...

Avalanches de chiffres, dans tous les journaux helvétiques, dans la perspective du 7 février, tableaux divers de la situation de la femme dans la Suisse d'aujourd'hui, discriminations plus ou moins accentuées, lente, très lente évolution des mœurs. Dans la «Basler Zeitung» (6.2.1981, p. 15), par exemple, cet utile résumé de la part faite aux femmes dans la vie politique et plus particulièrement parmi les autorités cantonales (sur la scène fédérale: pas de femmes, comme on sait, au Conseil fédéral, 21 femmes au National — et 179 hommes — 3 femmes au Conseil des Etats — et 43 hommes). Pas une femme, donc, ne siège encore dans les Conseils d'Etat... et voici la part de la présence féminine dans les parlements (dans les deux demi-cantons d'Appenzell, les hommes restent encore entre eux).

A noter que dans une brochure éditée par l'Association pour les droits de la femme sous la signature de Simone Chapuis, les chiffres (concordants) suivants sont présentés: au National, la proportion des femmes a passé de 5,5% en 1971 à 10,5% en 1979; aux Etats, on en est encore à 6,5% en 1979 (2,2% en 1971).

	Nombre de parlementaires	Femmes	En pourcentage
Genève	100	22	22 %
Bâle-Campagne	80	14	17,5 %
Bâle-Ville	130	21	16,2 %
Tessin	90	11	12,2 %
Vaud	200	24	12 %
Argovie	200	24	12 %
Fribourg	130	14	10,8 %
Lucerne	170	18	10,6 %
Zurich	180	18	10 %
Saint-Gall	180	17	9,5 %
Berne	200	16	8 %
Neuchâtel	115	9	7,8 %
Jura	60	4	6,7 %
Schaffhouse	80	5	6,25%
Schwyz	100	6	6 %
Obwald	51	3	5,9 %
Thurgovie	130	7	5,4 %
Zoug	80	4	5 %
Soleure	144	7	4,9 %
Valais	130	6	4,6 %
Nidwald	60	2	3,3 %
Glaris	77	2	2,6 %
Grisons	120	2	1,7 %
Uri	64	1	1,6 %

Et comme le souligne encore la «Basler Zeitung», la situation n'est guère plus favorable dans les grands législatifs communaux:

Zurich	125	16	12,8%
Bâle	130	21	16,2%
Genève	80	20	25 %
Berne	80	20	25 %
Lausanne	100	23	23 %
Winterthour	60	3	5 %
Saint-Gall	63	9	14,3%
Lucerne	40	5	12,5%
Bienne	60	10	16,7%

REÇU ET LU

Presse: vieux refrains socialistes

«Je me demande depuis des années pourquoi il n'existe pas dans ce pays un grand journal de gauche, puissant, faisant de la contre-information, et qui serait si bon et si important que même le public bourgeois ne pourrait pas ne pas le lire.. Naturellement, il faudrait du capital, et le capital est à droite; mais l'esprit qui peut aussi être un capital d'exploitation est à gauche. Je ne connais pas un écrivain dans ce pays, par un parmi les meilleurs des journalistes qui n'accepterait pas de collaborer à un bon journal de gauche (...)» Ces phrases, parmi d'autres, lancées par le journaliste suisse allemand Roman Brodmann du haut de la tribune, ont enflammé le congrès du Parti socialiste suisse qui s'est tenu récemment à Genève. Et le courant passa si bien parmi les délégués que la question de la création d'un quotidien de gauche fut séance tenante admise comme prioritaire pour les mois à venir.

Depuis lors, les organes officiels des partis socialistes vaudois et genevois ont fait généreusement écho à la verve de Brodmann, maintenant en quelque sorte la pression dans l'attente des décisions techniques prises à l'échelle suisse par le parti socialiste qui multiplie, dans cette perspective, réunions d'étude et séances de comité.

LA FIN ET LES MOYENS

Nostalgie de militants ou expression d'un besoin plus largement répandu dans la population suisse romande? Au moment où couve de ce côté-ci de la Sarine une petite guerre des hebdos (DP 576), la question pourrait intéresser les financiers des deux publications à naître, même si on voit mal deux anciens journalistes du «Journal de Genève» — et qui plus est financés par Nestlé et la Fédération horlogère — combler les vœux de lecteurs «de gauche».

De fait, il semble bien que du côté socialiste on ne soit pas encore très au clair sur les moyens à mettre en œuvre pour réaliser cette vieille idée d'une publication unique de gauche. A preuve, les propos tenus par le socialiste bâlois Andreas Gerwig au magazine de l'Union suisse des journalistes, «Klartext» (n° 2), propos pour le moins vagues et peu réalistes dont on ne sait si le service de presse du PSS les cite (dans sa dernière livraison) pour doucher les enthousiasmes ou poursuivre simplement sur une lancée. A. Gerwig, qui fut l'un des plus ardents à suivre Brodmann au congrès de Genève, est donc amené à dire qui seraient les abonnés de l'hebdomadaire en question: «Je ne pense pas nécessairement à un abonnement obligatoire pour les syndiqués, mais on pourrait le rendre très bon marché, comme l'ont montré des recherches de l'ancien président de l'Union syndicale suisse Ezio Canonica. Cent mille abonnements à 40 francs rapporteraient 4 millions de recettes supplémentaires (en plus des 5 millions évalués pour l'unification de la presse syndicale). Je crois qu'on pourrait faire une fois un journal de gauche rentable ou au moins financièrement équilibré.» Oubliés tous les projets avortés d'unification de la presse syndicale, oubliées même les réticences maintes fois répétées des syndicats à l'endroit d'un organe de presse marqué à gauche: l'appel de Brodmann ne déboucherait-il que sur de vieux refrains et de vieilles illusions?

— Le dernier numéro du magazine de fin de semaine de la «Basler Zeitung» (n° 6) revient sur un sujet récemment traité à la TV suisse romande: l'exode de la production industrielle helvétique à l'étranger. Trois pages de dossier soigneusement documentées, et assorties d'un débat entre Beat Kappeler, secrétaire de l'Union syndicale suisse, et Jean-Claude Hefti, directeur du CA d'Hermès Precisa.